

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Sous-direction du droit public et du droit privé

14, rue Saint-Dominique

00455 ARMEES

BORDEREAU D'ENVOI

adressé à :

Destinataires *in fine*

07 01.2005*020029

DEF/DAJ/D2P/DSE

Affaire suivie par : M.SCHOUMACKER

☎ 01 42.19.81.57

Désignation des pièces	Nombre	Observations
OBJET : Arrêté ministériel d'autorisation de mise en service des installations classées (rubriques n° 1412-2-b et 2910-A-1 de la nomenclature) et de deux activités relevant de la législation sur l'eau (rubrique n° 1.1.0 et n° 1.1.1 de la nomenclature Eau), situées sur le territoire de la commune de La Teste de Buch (Gironde). REFERENCES : - Décret n° 80-813 du 15 octobre 1980 modifié ; - Décret n° 94-1033 du 30 novembre 1994 modifié ; - Lettre n° 04-1665/DEF/CGA/IIC/IS/AIR du 4 novembre 2004. DOCUMENTS TRANSMIS : - Arrêté ministériel temporaire d'autorisation en date du 06 JAN. 2005. 1 - Prescriptions techniques particulières annexées. 1 PIECE JOINTE : - Dossier de demande d'autorisation en date du 9 juillet 2003. 1 DESTINATAIRES (avec PJ) : - Monsieur le commandant de la Base aérienne 120 BA 120 33164 CAZAUX AIR. (dossier visé) - Monsieur le préfet du département de la Gironde Esplanade Charles de Gaulle - 33077 BORDEAUX Cedex COPIE A (sans PJ) : - CGA/IIC 26, boulevard Victor - 00460 ARMEES EMAA/B.EMP/PE RA Sud		TRANSMIS Pour attributions. L'Administrateur Civil Hors Classe Chargé de la Section du Droit Public et du Droit Privé <i>[Signature]</i> Colonel Bernard CRUZET 18 JAN. 2005 COL ADJ. FORCES SCRET. COL OSA CSO CST CSP SM ETO EH ETSAA CE AM/CEITA PO PSO BGA BPB A. SOCIALES CSA CEV CEL <i>c p's : classer</i> <i>Anéti seulement</i>

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE

Arrêté ministériel d'autorisation de mise en service de deux installations classées (rubriques n^{os} 1412-2-b et 2910-A-1 de la nomenclature) et de deux activités relevant de la législation sur l'eau (rubrique n^o 1.1.0 et n^o 1.1.1 de la nomenclature Eau), situées sur le territoire de la commune de LA TESTE DE BUCH (Gironde).

Le ministre de la défense,

- Vu le code de l'environnement notamment le titre Ier du livre II, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code du travail, notamment l'article R 236.10.1 ;
- Vu le décret n^o 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la législation sur les installations classées ;
- Vu le décret n^o 80-813 du 15 octobre 1980 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ou soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques n^{os} 1412-2-b et 2910-A-1 ;
- Vu le décret n^o 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214.1 à L.214.6 du code de l'environnement ;
- Vu le décret n^o 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214.1 à L.214.6 du code de l'environnement, notamment les rubriques n^o 1.1.0 et n^o 1.1.1 ;
- Vu le décret n^o 94-1033 du 30 novembre 1994 modifié relatif aux conditions d'application de la loi n^o 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau aux opérations, travaux ou activités concernant des installations ou des enceintes relevant du ministre de la défense ou soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale ;
- Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et de la commission consultative pour l'hygiène et la prévention des accidents de la base aérienne 120 en date du 24 juin 2003 ;
- Vu le dossier de demande, en date du 9 juillet 2003, présentée par Monsieur le commandant de la base aérienne 120;

- Vu l'avis du directeur régional des affaires culturelles de l'Aquitaine en date 17 octobre 2003 ;
- Vu l'avis du chef du service interministériel régional de défense et de la protection civile de l'Aquitaine en date du 22 octobre 2003 ;
- Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de l'Aquitaine en date 29 octobre 2003 ;
- Vu l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Gironde en date 13 novembre 2003 ;
- Vu l'avis de l'inspection du travail dans les armées en date du 17 novembre 2003 ;
- Vu l'avis du directeur des services d'incendie et de secours de la Gironde en date du 10 décembre 2003 ;
- Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Gironde en date du 11 décembre 2003 ;
- Vu les avis du directeur départemental de l'équipement de la Gironde en date des 6 novembre 2003 et du 28 mai 2004 ;
- Vu les avis du directeur régional de l'environnement de l'Aquitaine en date du 20 novembre 2003 et 11 juin 2004 ;
- Vu le registre d'enquête publique et les dossiers afférant à cette enquête, ainsi que l'avis du commissaire enquêteur en date du 16 décembre 2003 ;
- Vu l'avis du conseil municipal de la commune de LA TESTE DE BUCH en date du 13 novembre 2003 ;
- Vu l'avis du conseil municipal de la commune de GUJAN-MESTRAS en date du 17 novembre 2003 ;
- Vu la proposition de prescriptions techniques particulières faites par l'inspecteur des installations classées de la Défense dans son rapport de présentation au conseil départemental d'hygiène de la Gironde ;
- Vu les arrêtés ministériels de prorogation des 19 février 2004 et 8 septembre 2004 ;
- Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Gironde en date du 8 juillet 2004 ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé, que les autorisations peuvent être accordées sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé,

Arrête :

Article 1er.

Monsieur le commandant de la base aérienne 120, est autorisé à mettre en service une aire à feux à gaz, implantée dans l'enceinte de la base aérienne 120 et située sur le territoire de la commune de LA TESTE DE BUCH (Gironde), sous réserve du respect des prescriptions techniques particulières annexées au présent arrêté.

Article 2.

Cette aire à feux à gaz comprend les installations classées, soumises à autorisation et à déclaration, au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes :

- n° 1412-2-b : Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature et dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes. (DECLARATION)
- n° 2910-A-1 : Une installation de combustion dont la puissance thermique maximale est supérieure à 20 MW. (AUTORISATION)

La mise en service de cette aire à feux à gaz génère deux activités, soumises à déclaration au titre des rubriques de la nomenclature des opérations soumises à autorisation en application de l'article L. 214-2 du code de l'environnement susvisé :

- n° 1.1.0 : Sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (DECLARATION)
- n° 1.1.1-1 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé dont la capacité totale maximale des installations de prélèvement est supérieure à 8 m³/heure mais inférieure à 80 m³/heure. (DECLARATION)

Article 3.

L'exploitation de ces installations est soumise au contrôle de l'inspection des installations classées de la Défense.

.../...

Article 4.

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions techniques particulières auxquelles les installations sont soumises, sera affiché :

- en permanence de façon visible dans l'établissement ;
- dans les mairies des communes de LA TESTE DE BUCH et de GUJAN-MESTRAS (Gironde) pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 15 octobre 1980 susvisé et de l'article 3 du décret n° 94-1033 du 30 novembre 1994 susvisé, le préfet du département de la Gironde est chargé de l'information des tiers en application de l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 susvisé et de l'article 16 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

Publication de l'avis d'autorisation sera faite dans deux journaux aux frais du bénéficiaire.

Article 6.

La directrice des affaires juridiques, le préfet du département de la Gironde, le contrôleur général des armées, chef de l'inspection des installations classées de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera adressé à Monsieur le commandant de la base aérienne 120 de CAZAUX.

Fait à PARIS, le

6 JAN. 2005

Pour le ministre et par délégation
L'Administrateur Civil Hors Classe
Chargé de la Sous-Direction
du Droit Public et du Droit Privé



Colonel Bernard CRUZET

19 JAN 2005	
CLASSE	
ENVIRONNEMENT	
PREVENTION ROUTE	
ENTREPRISE EXT	
PROTECTION	
REMARQUES	

ANNEXE A L'ARRÊTE
D'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE AIRE A FEUX A GAZ
SUR LA BASE AERIENNE 120
CAZAUX

EN DATE DU : 07/01/2005

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

Article 1 - Désignation des installations et de l'exploitant.

Le Commandant de la Base aérienne 120 de Cazaux est autorisé à exploiter au profit de l'Ecole des Techniciens de Sécurité de l'Armée de l'Air (ETSAA) une installation classée soumise à autorisation, une soumise à déclaration au titre de la protection de l'environnement et une soumise à déclaration vis à vis de la loi sur l'eau durant la phase du chantier dans une emprise unique comprenant une aire à feu, un dépôt aérien de propane.

Installation :

Base aérienne 120 33164 CAZAUX AIR.

Exploitant :

Monsieur le colonel, commandant de la Base aérienne 120 de Cazaux.

Article 2 - Documents d'exploitation de référence.

Ces installations seront situées, installées et exploitées conformément au dossier et aux plans, en date de juillet 2003, transmis à l'inspection des installations classées de la défense, tant qu'ils ne sont pas contraires aux présentes prescriptions.

En cas de silence de ces dernières :

- L'arrêté du **2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

et

- L'arrêté type 211 relatif au dépôt aérien de gaz combustibles liquéfiés,
- seront applicables.

Etabli sur une emprise de 27100 m², l'ensemble comprend :

- Une surface de travail aménagée ;
- Deux simulateurs situés sur deux aires installées sur la surface de travail ;
- Une tour de commandement et de contrôle ;
- Un bassin de récupération des effluents ;
- Une réserve de gaz ;
- Des moyens informatiques ;
- Des moyens vidéos et de communication entre les intervenants.

Article 3 - Activités exercées et conditions de fonctionnement.

3.1 Classement et procédures applicables :

Activité	Niveau	N° nomenclature	Dossier
Installations de combustion dont la puissance thermique maximale est de	220 MW	2910-A-1	AUTORISATION
Installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau, d'un débit total	$8M^3 < x < 80M^3$	1.1.0. et 1.1.1	DECLARATION
Dépôt de gaz combustibles liquéfiés la capacité totale est de	35 T	1412 ex 211	DECLARATION

3.2 Conditions de fonctionnement :

- L'utilisation de l'aire à feux est limitée à la période diurne et aux jours ouvrables.
- Les journées d'utilisation de l'aire à feux découlent des cursus de formation.
- Chaque année, 6600 feux seront réalisés (2200 SCR et 4400 SFL).
- Chaque essai durera au maximum 3 minutes.
- Une activité nocturne limitée à 80 soirées par an sera réservée pour l'instruction de certains personnels.
- Exceptionnellement et pour pallier un problème technique ou un retard du plan de charge, l'activité pourra se poursuivre, dans les mêmes conditions le samedi seulement.
- L'instruction du personnel extérieur à la Défense et à l'Armée de l'air est possible ; il appartient au commandement d'en définir les modalités.

Article 4 - Modifications de l'installation.

4.1 En application de l'article 20 du décret 77-1133 modifié, tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, qui seront de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera porté, avant sa réalisation, à la connaissance du contrôle général des armées (inspection des installations classées) avec tous les éléments d'appréciation.

4.2 Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5 - Accidents ou incidents.

5.1 Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement sera déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées de la défense, conformément à l'instruction n° 20214 DEF/DAG/DE/PAT.ENV du 23 février 1988.

5.2 Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée.

5.3 Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances l'administration de la défense ou les services d'intervention extérieurs, puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention. Ceci devra être vrai en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre intérimaire ou suppléant.

5.4 Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des raisons de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu après autorisation de l'autorité judiciaire.

Article 6 - Cessation d'activité.

6.1 Lorsque l'exploitant souhaitera mettre l'installation à l'arrêt définitif, il adressera au Contrôle général des armées, inspection des installations classées de la défense, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Il agira dans les délais fixés à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 et en conformité avec l'instruction générale n° 725/DEF/SGA/DAJ du 5 juillet 2001.

6.2 Ce mémoire précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés au chapitre 1^{er} titre 1^{er} Livre V du code de l'environnement et devra comprendre notamment :

- La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- L'insertion du site de l'installation dans son environnement et son devenir,
- En cas de besoin, la surveillance de l'impact subi par l'environnement.

Article 7 - Vente de terrains.

En cas de vente des terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

Article 8 - Prévention du bruit.

8.1 L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

8.2 Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

8.3 Les véhicules de transport et les matériels de manutention, utilisés au profit de cette installation et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, seront conformes à la réglementation en vigueur.

8.4 L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est nécessaire à l'instruction des spécialistes, à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.5 Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'installation, consécutifs aux activités exercées dans cette installation, sont fixés dans le tableau ci-après :

Périodes		Niveaux en dB(A)
Jours ouvrables :	07 h 00 à 22 h 00	65
Dimanches et jours fériés :	06 h 00 à 22 h 00.	55
Nuits :	22 h 00 à 07h 00.	55

8.6. Une mesure de bruit pourra être faite en limite de propriété par un organisme agréé à la demande des inspections de la défense (travail ou installations classées).

Article 9 - Prévention de la pollution atmosphérique.

9.1 Les émissions dans l'atmosphère de buées, de résidus de combustion, gaz ou vapeur seront strictement limitées à la durée des mises à feu nécessaires à la réalisation du programme d'instruction de l'ETSAA. Les objectifs de la qualité de l'air définis par le décret 98-360 du 6 mai 1998 devront être strictement respectés.

9.2 Le nombre de feux sera limité à trente feux par jour.

9.3 Tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

Article 10 - Traitement des eaux pluviales.

10.1 Le terrain de l'aire à feux est recouvert de matériaux étanches (béton – matériaux réfractaires – enrobés) sur une surface de 20000m². L'eau est collectée par des caniveaux en périphérie, ainsi qu'au niveau de tranchées dans l'environnement des maquettes.

Les eaux issues des voiries routières et des tranchées de collecte au niveau des maquettes sont dirigées vers le bassin de récupération des eaux.

En cas de fuites accidentelles de fuel oil domestique lors d'un remplissage de la réserve du groupe électrogène (d'une capacité de 140 litres), celles-ci seront traitées immédiatement sur place par application de produit absorbant et dans la mesure où ce traitement n'aura pas pu être réalisé, elles seront dirigées vers le bassin de collecte des eaux du site (eaux pluviales/eaux incendie/eaux de refroidissement) et seront récupérées par pompe en surface dans les meilleurs délais.

Les eaux d'extinction projetées par les camions pompiers pouvant se charger de particules de carbone (résidus de combustion) formées lors d'une combustion incomplète du gaz propane, une décantation sera réalisée dans un bassin de décantation.

10.2 Un contrôle de la qualité des eaux rejetées sera réalisé tous les trois mois, pendant la première année. Au vu des résultats, cette périodicité pourra être allégée. Elle sera cependant semestrielle.

10.3 Un curage du bassin de décantation sera à réaliser autant que de besoin et au moins une fois par an pour éliminer les boues récupérées (sables, épines de pin, carbone, boues biologiques liées à un éventuel développement d'algues).

10.5 Un traitement algicide adapté sera à prévoir éventuellement pour éviter la prolifération d'algues.

Article 11 - Traitement des eaux résiduaires.

11.1 Les effluents issus de l'activité d'extinction seront récupérés à l'aide des pentes de la surface de l'aire à feux vers les tranchées de collecte ou vers les caniveaux.

11.2 La qualité des effluents rejetés sera contrôlée dans les conditions du 10.2.

11.3 Les rejets respecteront les critères définis par l'arrêté du 2 février 1998 les valeurs suivantes seront retenues :

Critères	Valeurs
PH	$6,5 < X < 8,5$
MES	<100mg/l
DBO	<100mg/l
DCO	<100mg/L
HYDROCARBURES	<10mg/l

11.4 Un registre regroupera la totalité des suivis afférents à la surveillance de la qualité des différents rejets. Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées de la défense.

Article 12 Traitement des eaux vannes et sanitaires.

12.1 Les eaux vannes issues des différents sanitaires de la Tour de contrôle seront collectées gravitairement et dirigées vers la fosse toutes eaux puis vers le lit filtrant.

Article 13 - Prévention de la pollution des eaux et des pollutions accidentelles.

13.1 Les installations intérieures connectées sur la distribution publique ou privée ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel elles sont raccordées ou engendrer une contamination de l'eau distribuée.

13.2 Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement, se produisant dans l'enceinte de l'installation, déversement de matières qui, par leurs caractéristiques et quantités émises, seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.

13.3 Les stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement et de dépotage seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir des produits pouvant s'écouler accidentellement.

13.4 Des systèmes de comptage adaptés seront installés, ils permettront de suivre les consommations d'eau et de propane nécessaires à chaque exercice.

13.5 La visite régulière la vidange et le curage des ouvrages du réseau et des débourbeurs seront assurés autant que de besoin.

Article 14 - Prévention des pollutions accidentelles.

14.1 Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux souterraines ou superficielles.

Le stockage et le transvasement des liquides de quelque nature qu'ils soient ne pourront être effectués que sur des aires spécialement aménagées de manière à ce que les liquides accidentellement répandus ne puissent se propager au loin et être déversés directement dans le milieu récepteur. Toutes précautions seront prises pour qu'il n'y ait aucune possibilité de contamination de la nappe souterraine par les liquides et autres produits stockés et utilisés dans l'établissement.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 L, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

14.2 La rétention associée au stockage de carburant pour le groupe électrogène ne comportera pas de moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu naturel.

14.3 Afin d'éviter tout débordement, les stockages, en cuves, de produits liquides inflammables ou dangereux seront munis d'une alarme de niveau haut. Les cuves utilisées seront identifiées, elles seront vérifiées annuellement.

Article 15 – Dépôt de gaz propane.

Le dépôt aérien devra respecter les prescriptions suivantes :

15.1 Le dépôt étant situé en plein air, son accès sera interdit à toute personne étrangère à son exploitation.

15.2 Le réservoir doit être implanté de telle sorte que les distances minimales suivantes soient respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage du réservoir et différents emplacements:

Emplacement	Distance minimale
Parois d'un réservoir d'hydrocarbure	20m
Ouvertures des bâtiments intérieurs à l'établissement autres que ceux exclusivement par le personnel d'exploitation	15 m
Etablissement recevant du public	75 m

15.3 le réservoir doit, en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression, être équipé :

- d'un double clapet antiretour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage ;
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet antiretour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir ;
- d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes du réservoir doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle.

15.4 le réservoir doit être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir. La mesure de la terre doit être annuelle et consignée sur un registre qui sera présenté à l'inspection des installations classées lors des différentes inspections ou visites.

15.5 Le réservoir devra être maintenu solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

15.6 Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

15.7 Les matériaux constitutifs, les dimensions et les modes d'assemblage des tuyauteries doivent être choisis pour assurer avec un coefficient de sécurité suffisant la résistance aux actions mécaniques, physiques et aux actions chimiques dues aux produits transportés. La résistance mécanique et l'étanchéité de l'ensemble des tuyauteries doivent être contrôlées après montage par des moyens appropriés notamment des épreuves.

Un certificat de ces contrôles et épreuves doit être établi par l'installateur. Ces essais doivent être renouvelés après toute réparation pouvant intéresser la résistance et l'étanchéité des tuyauteries.

15.8 Le matériel électrique et les conducteurs électriques doivent être d'un degré de protection au moins égal à IP 231 de la norme NFC 20-010. Les matériels électriques placés à moins de 10 m des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices non déportés de remplissage doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives et conformes au décret n°78-779 du 18 juillet 1978. Les installations électriques devront être entretenues. Elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien. Les justifications de ces contrôles seront portées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

15.9 L'utilisateur doit avoir à sa disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.

15.10 Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses. Le véhicule ravitailleur doit se placer à au moins 5 mètres de la paroi du réservoir.

15.11 La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) du réservoir est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste ;
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention ;

15.12 On doit pouvoir disposer à proximité immédiate du dépôt de moyens de lutte contre l'incendie. Ces moyens doivent comporter au minimum 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 21 A, 233 B et C et 1 système d'arrosage du réservoir. Le matériel doit être tenu en bon état de fonctionnement et les extincteurs périodiquement contrôlés ; la date de ces contrôles doit être enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

15.13 Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

L'exploitant doit apposer à proximité du dépôt ou sur le réservoir une plaquette portant le nom et le numéro de téléphone du distributeur et le numéro du centre de secours des sapeurs pompiers.

14.14 Le réservoir doit être implanté au niveau du sol. Il doit reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux M0 (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 m doit être laissée libre sous la génératrice ou le pôle inférieurs du réservoir.

14.15 Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture minimale de 2 mètres placée à 7,5 mètres de l'orifice d'évacuation des soupapes. Cette clôture doit comporter une porte M0 (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

14.16 Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible. L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement dés herbé ; l'emploi de dés herbant chloraté est interdit.

Article 16 - Gestion des déchets.

16.1 L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets, et ce, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et ses textes d'application).

16.2 Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être réutilisés, ils devront être éliminés comme des déchets

16.3 Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

16.4 Les déchets qui ne peuvent être valorisés seront éliminés dans les installations réglementées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, modifiée, relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents afférents devront être conservés 3 ans.

16.5 Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution. Des mesures de protection contre la pluie seront prises.

16.6 L'élimination des déchets d'emballage sera réalisée conformément aux prescriptions du décret 94-609 du 13 juillet 1994.

Article 17 - Contrôles et analyses.

17.1 Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées de la défense pourra demander en tant que de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme tiers.

17.2 Le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées de la défense, si cet organisme n'est pas agréé à cet effet.

17.3 Les frais occasionnés par ces opérations seront supportés par l'exploitant.

Article 18 - Prévention du risque d'incendie.

18.1 Des consignes écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours.

18.2 Les consignes particulières de lutte contre l'incendie seront affichées dans tous les locaux de l'installation.

18.3 L'installation sera équipée d'avertisseurs d'incendie ou d'accident, de poteaux incendie, d'extincteurs portatifs appropriés et en quantité suffisante.

On devra disposer notamment de :

- 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 21 A, 233 B et C et 1 système d'arrosage du réservoir pour la protection du dépôt de gaz.

Les agents de sécurité incendie procéderont régulièrement au contrôle et à l'entretien des moyens de lutte dont ils disposent.

18.4 Des exercices d'intervention seront effectués semestriellement.

18.5 Des voies de desserte y compris autour du dépôt de gaz seront réalisées entretenues et maintenues libres en permanence. La voie engin, qui représente l'accès pour une intervention et pour les véhicules d'instruction, est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique :

- Largeur utilisable : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues ;
- Force portante calculée pour un véhicule de 130 kilos Newtons soit 13 tonnes (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m) ;
- Rayon intérieur de braquage : 11m ;
- Sur largeur : $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètres ;
- Pente inférieure à 15% ;
- Cul de sac : au delà de 60 mètres sans possibilité de demi-tour, il y aura lieu de porter la largeur utilisable à 5 mètres et mettre en place une des trois solutions suivantes :
 - Raquette circulaire ;
 - Raquette en T ;
 - Raquette en Y.

Article 19- Prévention des risques de malveillance ;

19.1 Afin d'interdire l'accès l'installation sera entourée d'une clôture efficace et résistante.

19.2 En l'absence du personnel mettant en oeuvre les installations, les accès aux zones des dépôts devront être verrouillés.

Article 20 - Hygiène et sécurité des travailleurs.

L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le code du travail (livre II, titre III, parties législatives et réglementaires) et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Conformément aux termes de l'article L. 230-2 du code du travail le commandant de base prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé (L. n° 2002-73, 17 janv. 2002) «physique et mentale» des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Pour ce faire, il devra s'appuyer sur l'étude d'analyse des risques réalisée suivant la technique HAZOP (HAZARD AND OPERABILITY STUDIES) pour l'étude de dangers.

Les interventions, éventuelles, d'entreprises extérieures se feront conformément aux dispositions du décret n° 92.158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement de la Défense par une entreprise extérieure.

Article 21 – Cessation d'activité de l'ancienne aire à feux

L'ancienne aire à feux cessera son activité dans les trois mois qui suivront la mise en service de cette installation.

Le dossier de cessation d'activité comprenant une étude simplifiée des risques sera transmis à l'inspection des installations classées de la Défense dans les six mois qui suivront la mise en service de l'aire à feux au gaz.

Article 22 – Cessation d'activité du forage et du prélèvement d'eau

Le forage et le prélèvement d'eau cesseront leur activité à l'issue des travaux de construction de l'aire à feux. Le dossier de cessation d'activité sera transmis à l'inspection des installations classées de la défense dans les trois mois qui suivront la mise en service de l'installation.

Article 23 - Surveillance des prescriptions ;

23.1 L'établissement sera soumis à la surveillance de l'Inspection des installations classées et de l'Inspection du travail de la défense.

23.2 Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

23.3 Le présent arrêté et ses prescriptions techniques seront affichés en permanence dans l'installation, en un endroit judicieusement choisi pour être lus par les personnes y ayant accès.

23.4 Ces prescriptions seront détaillées autant que de besoin dans des consignes établies par l'exploitant, elles seront diffusées et affichées à tout endroit où cela sera nécessaire.

23.5 L'exploitant s'assurera de la conformité des mesures prises par rapport aux règles d'aménagement, d'exploitation et de sécurité.

23.6 Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation devront être tenus et laissés à la disposition de l'Inspection des installations classées de la défense.

Article 24 –réglementation des forages utilisés pour l'alimentation en eau potable;

L'exploitant fera les démarches réglementaires pour demander l'autorisation d'exploiter et de distribuer l'eau potable pour les six forages présents sur la base aérienne de Cazaux dans les meilleurs délais et au plus tard avant le 30 décembre 2005.